

La croissance est-elle inclusive au Cameroun ? Analyse à la lumière de la fonction d'opportunités sociales

Is growth inclusive in Cameroon? Evidence through the social opportunities function

METANGMO Janvier

Docteur, PhD

Sciences Economiques, Ingénieur Statisticien Economiste

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Yaoundé 2-Soa (Cameroun)

Laboratoire d'Analyse et Recherche en Economie Mathématique (LAREM)

Chargés d'études à l'Institut National Statistique du Cameroun ;

Enseignant à temps partiel à l'Institut Sous Régional de Statistique et d'Economique Appliquée (ISSEA).

Date de soumission : 13/01/2024

Date d'acceptation : 04/03/2024

Pour citer cet article :

METANGMO.J. (2024) « La croissance est-elle inclusive au Cameroun ? Analyse à la lumière de la fonction d'opportunités sociales », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 3 » pp :74 – 93.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Malgré un taux de croissance économique moyen de 4% entre 2001 et 2014, le taux de pauvreté monétaire a du mal à baisser (40% en 2001 contre 37% en 2014). Face à ce constat, l'objectif de ce papier est d'analyser le caractère inclusif ou non de la croissance sur les dimensions non monétaires de la pauvreté entre 2001 et 2014. Quatre dimensions pertinentes de la pauvreté non monétaires sont investiguées dans cette étude : l'éducation, la santé, l'emploi et l'accès au crédit. La méthodologie adoptée est celle d'Ali et Son (2007), basée sur la fonction d'opportunités sociales à partir des données des enquêtes camerounaises auprès des ménages de 2001 et 2014 ayant des échantillons d'environ 11.000 ménages. Tout d'abord, en ce qui concerne l'éducation et la santé, les résultats montrent qu'entre 2001 et 2014, non seulement les opportunités créées par l'économie dans ces deux domaines se sont accrues, mais en plus, les quintiles inférieurs ont bénéficié plus que proportionnellement aux quintiles supérieurs (non pauvres). Dans les domaines de l'emploi et de l'accès aux crédits d'investissement, la croissance n'a pas été inclusive, car le volume d'opportunités générées sur la période a diminué pour tous les quintiles.

Mots-clés : Pauvreté non monétaire ; croissance inclusive ; courbes d'opportunités sociales ; Cameroun.

Abstract :

Despite an average economic growth rate of 4% between 2001 and 2014, the monetary poverty rate is struggling to fall (40% in 2001 versus 37% in 2014). Given this observation, the aim of this paper is to analyze the inclusiveness of growth on the non-monetary dimensions of poverty between 2001 and 2014. Four relevant dimensions of non-monetary poverty are investigated in this study: education, health, employment and access to credit. The methodology adopted is that of Ali and Son (2007), based on the social opportunity function using data from the 2001 and 2014 Cameroon household surveys with samples of around 11,000 households. Firstly, with regard to education and health, the results show that between 2001 and 2014, not only did the opportunities created by the economy in these two areas increase, but also, the lower quintiles benefited more than proportionally from the upper (non-poor) quintiles. In the areas of employment and access to investment credit, growth was not inclusive, as the volume of opportunities generated over the period declined for all quintiles.

Key words: Poverty, education, health, employment, credit, inclusive growth, social opportunity curves, Cameroon

Introduction

Améliorer le niveau de vie des populations reste l'objectif majeur affiché par la plupart des gouvernements du monde en général, et ceux des pays en développement, en particulier. En effet, dans ces derniers, sévit une pauvreté qui entrave une bonne partie de la population à mener une vie décente. La pauvreté, définie comme un état de dénuement qui empêche à une personne de mener une vie décente, est reconnue aujourd'hui comme un phénomène multidimensionnel comportant des aspects autres que le revenu ou la consommation. Deux approches sont ainsi mises à contribution : l'approche monétaire (unidimensionnelle) et l'approche non monétaire (multidimensionnelle).

Pour l'approche monétaire, une personne est considérée comme pauvre si son revenu se situe en dessous d'un seuil appelé le seuil de pauvreté. L'approche non monétaire de la pauvreté, quant à elle, met l'accent particulièrement sur le fait que tout être humain, pour mener une vie décente, doit pouvoir satisfaire certains besoins fondamentaux (éducation, santé, nutrition, habitat, etc.).

La croissance économique figure au premier rang des stratégies développées pour venir à bout de la pauvreté. Suivant l'hypothèse *Trickle Down effect* ; en s'appuyant sur les travaux de Solow (1956) et Kuznets (1955), la croissance constitue une condition nécessaire et suffisante de lutte contre la pauvreté. Les travaux pionniers d'Ahluwalia et al. (1974) montrent très vite les limites de cette hypothèse. Il met en effet en avant le rôle important des politiques de redistribution dans le processus de lutte contre la pauvreté. Bourguignon (1998) à travers ses travaux sur le triangle croissance-pauvreté-inegalité, montre que l'élasticité de la pauvreté à la croissance est une fonction du niveau des inégalités. A la suite de ces travaux, plusieurs approches combinant la croissance et la redistribution ont été développées, dont la croissance inclusive.

Selon Ali et Son (2007), promouvoir une croissance inclusive pour lutter contre la pauvreté revient à accorder un accès égal aux opportunités (revenu, santé, éducation, emploi, infrastructures, etc.) à toute la population. Toutefois, l'on peut être amené, à l'analyse des données existantes, à penser que les individus n'ont pas toujours un accès égal aux opportunités, les pauvres bénéficiant d'un accès limité aux infrastructures d'éducation, de santé, etc.

Les stratégies de développement mises en œuvre par le Gouvernement du Cameroun depuis la réorientation des accords avec les bailleurs de fonds au début des années 2000 s'inscrivent dans la logique d'une croissance forte, inclusive et créatrice d'emplois décents.

Malheureusement, l'économie camerounaise a enregistré un taux moyen de croissance de 4% sur la période 2001-2014. La pauvreté monétaire a de la peine à reculer. Évaluée à 40,2% en

2001, elle se situe à 37,5% en 2014 (INS, 2015), soit une baisse de 2,7% en 13 ans ou 0,2% en moyenne annuelle. Ces résultats mettent également en évidence une remontée des inégalités de revenus. L'indice de Gini est passé de 0,407 en 2001 à 0,44 en 2014, montrant une captation accrue des revenus par les couches déjà nanties.

Tous ces constats nous amènent à nous poser la question de recherche suivante : la croissance est-elle inclusive au Cameroun ? En d'autres termes, les fruits de la croissance profitent-ils à toutes les couches de populations qu'elles soient au Nord, au Sud, en ville, en campagne, riches ou pauvres ? Compte tenu du caractère multidimensionnel de la pauvreté, nous allons focaliser notre analyse sur certaines dimensions jugées pertinentes, notamment l'éducation, la santé, l'accès à l'emploi et l'accès au crédit. Selon Lucas (1988), l'éducation constitue un catalyseur de l'accumulation du capital humain que détiennent les individus, ce qui, in fine, stimule la productivité du travail et tend à accélérer la croissance économique. La santé fait également partie des composantes non monétaires de la pauvreté. Pour la BAD (2016a), une croissance inclusive, axée sur l'emploi et induisant une répartition plus équitable des opportunités et des revenus, ferait reculer la pauvreté en jetant en même temps les bases d'une accélération de la croissance future. A ces trois dimensions, nous avons ajouté l'accès aux services financiers, notamment l'accès au crédit d'investissement. En effet, améliorer l'accès des populations pauvres au capital financier constitue une réponse forte pour accroître l'autonomisation de ces dernières et améliorer leur participation à la vie économique.

L'objectif de cette étude est d'analyser ces quatre dimensions de la pauvreté non monétaire à savoir l'éducation, la santé, l'emploi et l'accès au crédit dans l'optique de voir si les évolutions enregistrées dans ces domaines s'inscrivent dans la logique de croissance inclusive.

La suite de l'article s'articule autour de 4 sections : (i) revue de la littérature, (ii) méthodologie utilisée, (iii) principaux résultats et (iv) conclusion et recommandations.

1. Revue de la littérature

L'importance de la croissance économique dans la réduction de la pauvreté a reçu un corpus théorique bien étoffé Kuznets (1955), Kaldor (1956), Ravallion (1996, 2013), Bourguignon (1998), Dollar et Kraay (2002, 2013). Cette littérature nous montre que le lien croissance-pauvreté n'est ni mécanique, ni linéaire. A cet effet, deux courants se distinguent clairement : un courant néolibéral selon lequel la croissance réduit naturellement la pauvreté suivant les mécanismes du marché (Kuznets, 1955 ; Kaldor, 1956 ; Dollar et Kraay, 2002, 2013) et un courant porté par les néo institutionnalistes qui soutient l'idée selon laquelle la croissance est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour réduire la pauvreté. Elle doit s'accompagner

de la mise en place de politiques de réduction des inégalités (Bourguignon, 1998 ; Ravallion, 1998 ; Kakwani, 1993). Suivant ce courant, de très grandes inégalités peuvent être un vecteur d'instabilités politiques et sociales et conduire à l'affaiblissement des incitations à investir, ce qui finit par réduire la croissance à long terme.

Dans le sillage de l'approche néo institutionnaliste, plusieurs outils ont été développés pour analyser les liens croissance-pauvreté-inégalité. De manière pratique, trois méthodologies permettent d'estimer l'impact de la croissance économique sur la pauvreté : le calcul des élasticité-pauvreté de la croissance, le cadre intégré de la croissance pro-pauvre développée dans les années 90 et le cadre intégré de la croissance inclusive mis en avant dans les années 2000. Ces méthodes permettent de décomposer toute variation de la pauvreté en deux effets : un effet croissance et un effet redistribution.

La notion de croissance inclusive reste peu précise. Les définitions proposées peuvent se résumer en deux approches : La première appréhende la croissance inclusive comme un résultat (Rauniar et Kanbur, 2010 ; Ali et Son, 2007) tandis que la seconde la conçoit comme un processus (Banque Mondiale, 2013 ; Klasen, 2010).

L'approche de la croissance inclusive comme résultat met en avant les politiques de réduction des inégalités (Rauniar et Kanbur, 2010). Ali et Son (2007) vont dans le même sens et définissent la croissance inclusive en s'appuyant sur la notion d'opportunités sociales. Pour eux, promouvoir la croissance inclusive revient à accorder un accès égal aux opportunités (santé, éducation, emploi).

Quant à l'approche de la croissance inclusive comme processus, l'accent est mis sur la participation des citoyens au processus qui génère la croissance. De ce point de vue, la croissance inclusive doit permettre à chacun de participer au processus de croissance, en intervenant dans la prise de décision et en étant acteur de la croissance. La Banque Mondiale définit la croissance inclusive en mettant l'accent sur l'emploi productif plutôt que sur la redistribution des revenus. En effet, la croissance de l'emploi résorbe le chômage et accroît les revenus. De même, l'inclusion peut être vue comme l'égalité des chances en matière d'accès aux marchés, aux ressources et à un environnement réglementaire sain pour les entreprises et les individus (Banque Mondiale, 2013).

Les travaux empiriques sur la croissance inclusive sont encore peu nombreux, le concept n'étant pas encore bien défini et les indicateurs de mesure encore en chantier. L'OCDE (2014) propose une mesure de la croissance inclusive en s'appuyant sur la notion de niveau de vie multidimensionnel. Cet indicateur recouvre les aspects monétaires et non monétaires de la vie

d'un individu. La Banque Asiatique de Développement, qui a adopté la croissance inclusive comme premier objectif de développement sur la période 2008-2020, a financé plusieurs études dans cette partie du monde. Cette stratégie identifie deux dimensions de la croissance inclusive : une croissance durable qui permet de créer et d'élargir les opportunités économiques des individus et qui assure un accès plus large à ces opportunités pour que les individus puissent participer et bénéficier de la croissance. Dans cette Région, l'Institution financière a à cet effet mis en place un indice de croissance inclusive à partir des travaux de McKinley (2010), ce qui lui permet d'évaluer les progrès réalisés par les pays dans le processus de croissance inclusive. Anand et al (2013) ont analysé à partir d'une fonction d'opportunités sociales la croissance inclusive dans six pays en développement : la Chine, la Malaisie, le Brésil, le Mexique, la Thaïlande et l'Inde. Pour la Chine, il ressort de leur analyse que le caractère inclusif de la croissance chinoise est essentiellement lié à la forte croissance économique qu'a connue le pays depuis près de trois décennies. La situation de l'Inde sur la période 1994-2005 est similaire à celle de la Chine. En effet, le revenu par tête de l'Inde a connu une augmentation significative entre les deux périodes, mais les revenus des non pauvres ont plus crû que ceux des pauvres, ce qui a creusé le niveau des inégalités. Par contre, l'expérience du Brésil, de la Thaïlande et du Mexique n'a pas connu la même trajectoire que celle de l'Inde et de la Chine. Dans ces pays, la croissance inclusive a été réalisée par une combinaison de la croissance économique (certes modeste) et une plus grande équité dans la redistribution.

McKinley (2010) a proposé un indice composite de croissance inclusive prenant en compte les indicateurs tels que : le taux de croissance économique, le niveau des inégalités, l'emploi productif, les infrastructures économiques, l'égalité des sexes, la protection sociale et le capital humain. Ramos et al. (2013) proposent quant à eux une mesure de la croissance inclusive reposant sur trois facteurs : la pauvreté, l'inégalité et l'emploi. Mais la difficulté majeure de mise en œuvre de ces mesures demeure la disponibilité des données. Ces approches utilisent un indicateur agrégé dans chacun des domaines retenus pour construire un indice de croissance inclusive.

Ali et Son (2007) définissent la croissance inclusive comme la croissance qui permet de maximiser la fonction d'opportunité sociale. Cette fonction dépend de deux éléments : la quantité d'opportunités disponibles dans l'économie et la manière dont sont réparties ces opportunités entre les individus. Pour la quantifier, ils utilisent la fonction d'opportunités sociales construite à partir d'une variable dichotomique suivant que l'individu jouit ou non de l'opportunité en question. Cette approche a été implémentée par les auteurs pour les Philippines

dans les domaines de l'emploi, de la santé, de l'éducation et de l'accès aux infrastructures de base (électricité, eau et toilettes publiques). Les résultats mettent en exergue une croissance non inclusive dans la plupart des dimensions étudiées, car les non pauvres ont plus profité des nouvelles opportunités générées que les pauvres.

En somme, il ressort de cette revue de littérature l'existence de deux pour mesurer la croissance inclusive : l'approche par la construction d'indices à partir des indicateurs macroéconomiques et l'approche par les fonctions d'opportunités sociales. L'on note également une relative rareté des études en Afrique subsaharienne en général et le Cameroun en particulier.

2. Synthèse des travaux

En Afrique, la question de la croissance inclusive est abordée dans plusieurs documents de stratégie de développement. C'est le cas de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'objectif N° 8 qui soutient que, lorsque la croissance est soutenue et inclusive, un plus grand nombre de personnes peuvent échapper à la pauvreté, à mesure que les possibilités pour un plein emploi productif se développent. La Banque Africaine de Développement, la Commission des Nations Unies pour l'Afrique ont également défini un cadre de croissance inclusive et financé des études allant dans ce sens dans plusieurs pays.

Huissein et al. (2018) ont analysé la croissance inclusive pour les pays africains avec l'approche d'Ali et Son. Ces auteurs trouvent que la croissance a été « légèrement » inclusive en Afrique sur la période 2000-2015 (0,246). Cette faible inclusivité résulte en partie de la croissance des revenus (avec une croissance du PIB par habitant de 0,215) et de la légère amélioration de la distribution des revenus (0,031). Ces résultats indiquent en plus que le niveau de l'investissement, des dépenses publiques, une politique monétaire souple, des institutions compétitives et efficaces ainsi qu'une bonne infrastructure technologique sont autant de facteurs susceptibles de booster la croissance inclusive en Afrique.

D'autres études adoptent les courbes d'incidence de la croissance de Ravallion et Chen (2003) pour évaluer la croissance inclusive (Fambon, 2005, 2014).

Nguekeng et Tchitchoua (2020) ont construit un indice synthétique de croissance inclusive (ISCI) à partir en se basant sur l'analyse en composantes principales. Cet indice, calculé sur 4 groupes de variables (croissance et infrastructures ; pauvreté et équité ; capital humain ; protection sociale et qualité de la gestion des affaires publiques) a permis de classer 44 pays en Afrique Sub-saharienne. Ils aboutissent à la conclusion que la croissance n'est pas inclusive en Afrique. Suivant les régions, l'Afrique de l'Est (Ethiopie, Kenya, Tanzanie, etc.) apparaît

comme la région où la croissance est la plus inclusive (0,32) tandis que l'Afrique Centrale (Cameroun, Tchad, Gabon, Congo, etc.) se retrouve être la moins inclusive (0,19).

3. Méthodologie et sources de données

3.1.Méthodologie

De la revue de la littérature, nous pouvons regrouper en deux catégories les approches pour mesurer le caractère inclusif de la croissance : l'approche de McKinley et de l'OCDE partent des indicateurs macroéconomiques sectoriels pour construire un indice de croissance inclusive. Les indicateurs utilisés dans la construction sont souvent imprécis et hétéroclites. L'approche d'Anand et al. (2013) et d'Ali et Son (2007) qui utilisent les données microéconomiques sur les individus ou les ménages et a l'avantage de partir des données d'enquête et permet de faire des désagréments par région, sexe, etc. L'approche d'Anand et al. (2013) est très spécifique et prend comme variable d'intérêt le revenu ou la consommation tandis que celle d'Ali et Son intègre les dimensions non monétaires de la pauvreté.

Dans cette étude, nous adoptons une approche microéconomique inspirée d'Ali et Son (2007), compte tenu de ses avantages et du niveau de désagrégation des analyses que nous souhaitons mettre en avant. Ces auteurs ont proposé une approche de mesure de la croissance inclusive assise sur une fonction d'opportunités sociales qui s'apparente à une fonction de bien-être social. Ils définissent la croissance inclusive comme la croissance qui permet de maximiser la fonction d'opportunités sociales. Cette fonction dépend de deux éléments : la quantité d'opportunités disponibles dans l'économie et la manière dont sont réparties ces opportunités entre les individus.

Soit une société constituée de n individus disposant chacun d'un revenu

$$(x_1, x_2, \dots, x_n)$$

Avec x_1 qui correspond au revenu de l'individu le plus pauvre et x_n celui du plus riche. La fonction de bien-être sociale est :

$$W = w(x_1, x_2, \dots, x_n)$$

A chacun de ces individus, est associée une quantité d'opportunités y_i . Ainsi, y_i est l'opportunité captée par l'individu i jouissant du revenu x_i . L'opportunité peut être constituée des services de base accessibles à la population en termes d'accès à la santé, à un emploi décent, à l'éducation, à l'électricité, à l'eau, etc.

$$O = o(y_1, y_2, \dots, y_n)$$

y_i est une variable dichotomique qui prend les valeurs 0 et 100. La valeur 0 est attribuée à l'individu qui n'a pas accès à l'opportunité, tandis que la valeur 100 est attribuée à l'individu qui a accès à l'opportunité.

$$\begin{cases} y_i = 0 \text{ si l'individu ne jouit pas de l'opportunité} \\ y_i = 100 \text{ si l'individu jouit de l'opportunité} \end{cases}$$

Soit O^c le vecteur des opportunités cumulées.

$$O^c = (y_1, \frac{y_1 + y_2}{2}, \frac{y_1 + y_2 + y_3}{3}, \dots, \frac{y_1 + y_2 + y_3 + \dots + y_n}{n})$$

En rangeant les individus par ordre croissant de revenu, on peut associer à chaque proportion p de la population une moyenne d'opportunités

$$\bar{y}_p \text{ Avec } \bar{y}_p = \bar{y}$$

La construction de cette courbe permet de se prononcer sur le caractère inclusif ou non de la croissance. La croissance est inclusive lorsqu'elle déplace la courbe d'opportunités vers le haut pour chacun des points qui la constituent. Le degré d'inclusivité dépend de l'ampleur du déplacement ainsi que du segment de la distribution qui enregistre le bond le plus important :

- Une pente positive de la courbe d'opportunités correspond à une situation d'absence d'équité où les individus à revenus bas captent moins d'opportunités que les individus à revenus élevés ;
- A contrario, une pente négative signale une situation d'équité parce que dans ce cas, les plus pauvres jouissent de plus d'opportunités que les non pauvres.

La courbe ne renseigne pas sur l'ampleur et ne permet pas de quantifier le degré d'inclusivité de la croissance. Pour y arriver, on calcule l'indice d'opportunité (IO) qui a pour valeur :

$$\bar{y}^* = \int_0^1 \bar{y}_p dp$$

Plus cette valeur est élevée, plus les opportunités sont disponibles pour la population. L'objectif est donc de maximiser cette valeur.

En définitive, plus d'inclusivité de la croissance s'obtient soit en augmentant la quantité d'opportunités disponibles, soit en assurant une meilleure redistribution, soit en combinant les deux.

3.2.Source de données

Les données utilisées proviennent des Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages (ECAM). Les ECAM s'inscrivent dans la volonté de disposer de bases de données au niveau micro afin de mieux analyser la pauvreté. Ces enquêtes ont permis de collecter les informations sur la composition du ménage, les revenus, les dépenses, la santé, l'éducation, l'emploi, les conditions de vie, l'accès aux infrastructures de base, l'environnement et les équipements dans les ménages.

Depuis 2001, l'échantillon, tiré suivant un plan de sondage aléatoire stratifié à deux degrés, est d'environ 11.000 ménages (INS, 2015). Les strates sont obtenues en combinant les 12 régions d'enquête (les deux grandes métropoles de Douala et Yaoundé et les dix régions du pays) avec le milieu de résidence (urbain, rural). L'unité statistique est le ménage ordinaire.

Tableau 1. Caractéristiques des Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages (ECAM 2 et ECAM 4)

	ECAM 2	ECAM 3	ECAM 4
Année de réalisation	2001	2007	2014
Taille de l'échantillon	10.992	11.391	10.303
Seuil de pauvreté (en F CFA par équivalent-adulte et par jour)	637	738	931
Taux de pauvreté (en %)	40,2	39,9	37,5

Source : Institut National de la Statistique (2015)

4. Principaux résultats

Quatre dimensions de la pauvreté non monétaire sont analysées dans cette étude. Il s'agit de la santé, l'éducation, l'accès à l'emploi et l'accès au crédit. La consommation du ménage est utilisée pour créer la variable « quintile » qui permet de classer la population des plus pauvres aux moins pauvres.

4.1.Accès à la santé

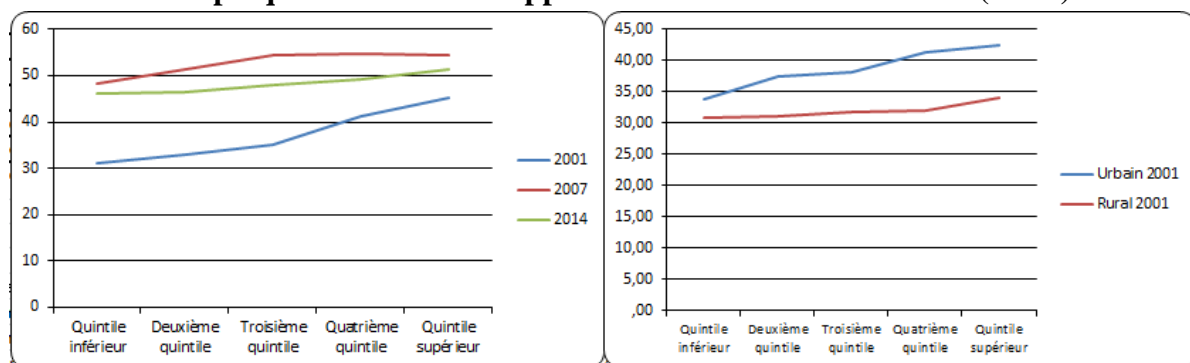
L'Objectif de Développement Durable N° 3 stipule qu'il faut *permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge*. Concernant les indicateurs de santé, l'espérance de vie à la naissance se situe en 2015 à 57,3 ans contre 53,1 ans en 2007 et 52,9 ans en 2000.

Dans cette étude, nous avons saisi l'accès aux opportunités de santé par le pourcentage de personnes malades qui ont effectivement consulté un personnel de santé. Si une personne

malade peut se rendre effectivement dans un centre de santé, quel que soit son lieu de résidence, son sexe, son âge, sa région, cela signifie que les opportunités de santé sont ouvertes pour tous. En 2014, 49,6% de personnes tombées malades ont effectivement consulté un personnel de santé contre 37,2% en 2001, soit une hausse d'environ 31%. L'analyse des courbes d'opportunités sociales va nous permettre de savoir si cette amélioration concerne toutes les couches de la société camerounaise ou non.

L'analyse des courbes d'opportunités sociales relatives aux années 2001, 2007 et 2014 (graphique 1) dégage deux constats. Dans un premier temps, l'on note que ces courbes sont strictement croissantes. Cela signifie que plus on est pauvre (sur le plan monétaire), moins on a la facilité de consulter un personnel de santé quand on est malade. Par exemple, en 2014, 46% d'individus appartenant au quintile inférieur (les 20% les plus pauvres) tombés malades ont effectivement consulté un personnel de santé contre 59% pour le quintile supérieur. Ce constat décrit effectivement une situation d'accès inégale à la santé.

Graphique 1 : Courbes d'opportunités sociales 2001 et 2014 (santé)



Source : Auteur

Dans un second temps, l'on observe que la courbe d'opportunités sociales relative à l'année 2014 se situe en tous points au-dessus de celle de 2001. Cela signifie, en dynamique, que l'accès à l'opportunité s'est amélioré sur la période pour toutes les couches sociales.

Tableau 2 : Evolution de la fonction d'opportunités sociales (santé) par quintile entre 2001 et 2014

Quintile	National			Urbain			Rural		
	2001	2014	Variation	2001	2014	Variation	2001	2014	Variation
Quintile inférieur	31,20	46,16	48%	33,87	42,33	25%	30,89	46,58	51%
Deuxième quintile	32,93	46,57	41%	37,50	43,49	16%	31,07	47,52	53%
Troisième quintile	35,14	47,99	37%	38,23	46,39	21%	31,68	48,01	52%
Quatrième quintile	41,16	49,32	20%	41,25	47,77	16%	32,09	50,16	56%
Quintile supérieur	45,36	51,27	13%	42,41	49,67	17%	34,00	53,45	57%
Moyenne	37,15	49,65	34%	45,23	50,85	12%	32,81	48,79	49%
Indice d'opportunité	33,72	48,26	43%	38,65	49,67	29%	31,94	49,14	54%
Indice d'équité d'opportunité	0,9077	0,972	7%	0,8546	0,9277	9%	0,969	1,007	4%

Source : Auteur

Ce constat est confirmé par la matrice d'inclusivité de la croissance qui montre que plus d'opportunités ont été créées (variation positive de la croissance) et mieux redistribuées (variation positive de l'indice d'équité), ce qui permet de conclure que la croissance, dans le domaine de la santé entre 2001 et 2014, peut être qualifiée de croissance inclusive.

4.2. Accès à l'éducation

L'éducation constitue un élément essentiel dans l'évaluation de la pauvreté non monétaire. L'Objectif de Développement Durable N°4 (ODD 4) stipule qu'il faut *assurer une éducation inclusive et de qualité pour tous et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie*. En nous intéressant au taux brut de scolarisation au primaire, qui est le rapport entre l'effectif des inscrits au cycle primaire et la population de 6-14 ans, l'on note qu'il est en nette augmentation depuis 2001 où il se situait à 98% contre 113% en 2014. Selon Psacharopoulos (1994), les rendements marginaux de l'éducation sont décroissants. Par conséquent, l'enseignement primaire permet d'obtenir le rendement social le plus élevé selon ces auteurs, et devrait par conséquent recevoir le maximum d'investissements publics.

En nous inspirant de Berenger (2013), l'indicateur pris en compte pour mesurer l'éducation est le niveau d'éducation exprimé en nombre d'années d'études. La population retenue est celle des jeunes de 6 à 20 ans en âge d'être scolarisés ou de poursuivre les études. L'individu est pris

comme unité d'analyse et l'on considère le nombre d'années d'études suivi et/ou atteint par chaque personne. Les données des ECAM 2001, 2007 et 2014 dans lesquelles la dernière classe fréquentée par chaque individu de l'échantillon est captée sont utilisées à cette fin.

Suivant les résultats obtenus, le nombre d'années d'études des jeunes entre 6 et 20 ans est de 5,1 en 2001 contre 7,1 en 2014, soit un gain de 2 années d'études en l'espace de 13 ans. L'on note que ce nombre est croissant suivant le quintile : en 2001, il est de 3,3 années pour le premier quintile contre 5,3 années pour le quintile supérieur, soit deux années de plus. La même structure est observée en 2014.

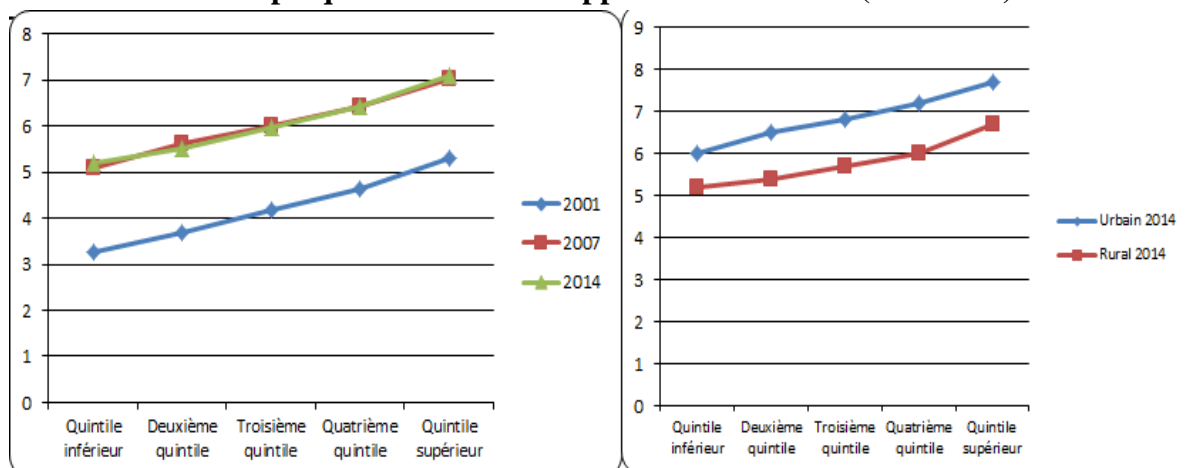
Tableau 3 : Evolution de la fonction d'opportunités sociales (éducation) par quintile 2001-2014

Quintile	National			Urbain			Rural		
	2001	2014	Variation	2001	2014	Variation	2001	2014	Variation
Quintile inférieur	3,3	5,2	58%	4,2	6,0	42%	3,1	5,2	64%
Deuxième quintile	3,7	5,5	49%	5,2	6,5	25%	3,3	5,4	62%
Troisième quintile	4,2	6,0	42%	5,7	6,8	20%	3,6	5,7	57%
Quatrième quintile	4,6	6,4	39%	6,1	7,2	17%	3,9	6,0	56%
Quintile supérieur	5,3	7,1	34%	6,7	7,7	16%	4,2	6,7	58%

Source : Auteur

En ce qui concerne les courbes d'opportunités sociales de 2001 et 2014 (graphique 2), leur allure croissante montre que les opportunités sont mieux captées par les quintiles supérieurs, creusant ainsi davantage les inégalités en matière d'éducation entre les pauvres et les non pauvres. Entre 2001 et 2014, l'indice d'opportunités a augmenté de près de 43% ; avec 45% imputable à la création de nouvelles opportunités (variation positive de la croissance). Cette performance de la création de nouvelles opportunités d'éducation a été atténuée par une baisse de l'indice d'équité de 1%. En s'appuyant sur la matrice d'inclusivité de la croissance, l'on peut conclure, en ce qui concerne l'éducation, que la croissance a été inclusive sur la période 2001-2014. Ce caractère inclusif résulte d'une amélioration globale d'accès à l'éducation pour toutes les couches sociales, mais atténuée par une politique d'équité ayant permis aux non pauvres de bénéficier plus que les pauvres de cet accès.

Graphique 2 : Courbes d'opportunités sociales (éducation)



Source : Auteur

4.3. Accès aux opportunités d'emplois

Dans les pays en développement, l'emploi constitue la principale source de revenus des ménages. Selon la Banque Africaine de Développement (2016), une croissance inclusive axée sur l'emploi et induisant une répartition plus équitable des opportunités et des revenus, ferait reculer la pauvreté en jetant en même temps les bases d'une accélération de la croissance future. Près de 90% (INS, 2015) de la « population active occupée » exerce dans le secteur informel. Le secteur privé formel et l'administration publique emploient à peine 10% des onze millions d'actifs en 2016 (soit environ 1,1 millions). Cette faible capacité du secteur moderne à générer des emplois décents amène la plupart des jeunes, même bien formés, à trouver refuge dans le secteur informel. L'on note également un taux de sous-emploi important. En effet, près de 70% des actifs occupés sont sous-employés.

L'emploi constitue ainsi un enjeu majeur des politiques de développement dans tous les pays en général et au Cameroun, en particulier. Il forme l'ossature du second axe du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui constitue la boussole des politiques économiques du Cameroun sur la période 2010-2020.

Dans cette étude, la variable utilisée pour construire la courbe d'opportunités sociales est le statut d'actif du chef de ménage. Cette variable a trois modalités : Actif occupé, chômeur (au sens large ou au sens du Bureau International du Travail), inactif. Pour chaque quintile, nous calculons la proportion des chefs de ménages qui ont un statut d'actif occupé suivant les données ECAM, c'est-à-dire qui ont un emploi.

Tableau 4 : Evolution de la fonction d'opportunités sociales (Accès à l'emploi) par quintile entre 2001 et 2014

Quintile	2001	2014	Variation
Quintile inférieur	92,01	86,07	-6%
Deuxième quintile	92,09	86,15	-6%
Troisième quintile	91,15	85,80	-6%
Quatrième quintile	89,84	85,39	-5%
Quintile supérieur	88,98	85,03	-4%
Moyenne	88,98	84	-5%
Indice d'opportunité	90,81	85,69	-6%
Indice d'équité d'opportunité	1,021	1,016	-0,5%

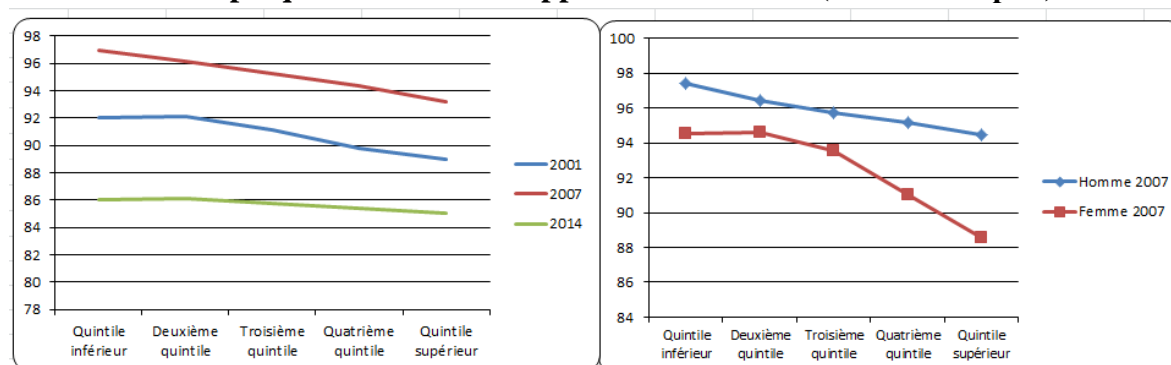
Source : Auteur

A partir de ces données, nous avons construit les courbes d'opportunités sociales. L'on observe que le pourcentage de chefs de ménage actifs occupés est de 88,9% en 2001 contre 85,7% en 2014, soit une baisse de 5%.

Les résultats montrent dans un premier temps que les courbes d'opportunités sociales de 2001, 2007 et 2014 sont décroissantes, quelle que soit l'année considérée (graphique 3), ce qui signifie que les nouvelles opportunités créées en matière d'emplois ont été mieux captées par les pauvres.

Dans un second temps, l'on note que la courbe de 2014 est en tous points, située au-dessous de celles de 2001, ce qui montre que le volume d'opportunités a baissé entre les deux périodes. En nous référant à la matrice d'inclusivité, l'on note d'une part, que le volume d'opportunités a diminué entre 2001 et 2014 ; et d'autre part, que l'indice d'équité a aussi baissé, ce qui permet de conclure que la croissance n'a pas été inclusive dans le domaine de l'emploi.

Graphique 3 : Courbes d'opportunités sociales (accès à l'emploi)



Source : Auteur

L'analyse suivant le sexe montre que le taux d'emploi des hommes est toujours supérieur à celui des femmes, quel que soit le quintile et quelle que soit l'année considérée.

4.4. Accès au crédit

L'accès au crédit est très faible en Afrique Subsaharienne, ce qui limite les opportunités d'investissements des populations porteuses de projets. D'après la Banque Mondiale (2015), seulement 2,4% d'adultes reçoivent un emprunt bancaire en ASS contre 29,4% pour l'Asie de l'Est et Pacifique et 18,3% pour l'Amérique Latine et Caraïbes.

Au Cameroun, il ressort de l'exploitation des données des ECAM qu'en 2001, seulement 6,1% de ménages ont pu recevoir un crédit d'investissement. Ce taux croît avec les quintiles : il est plus élevé dans les ménages du 5^e quintile (6,5%) que du 1^{er} (3,66%), marquant ainsi un accès inégalitaire des populations pauvres au crédit.

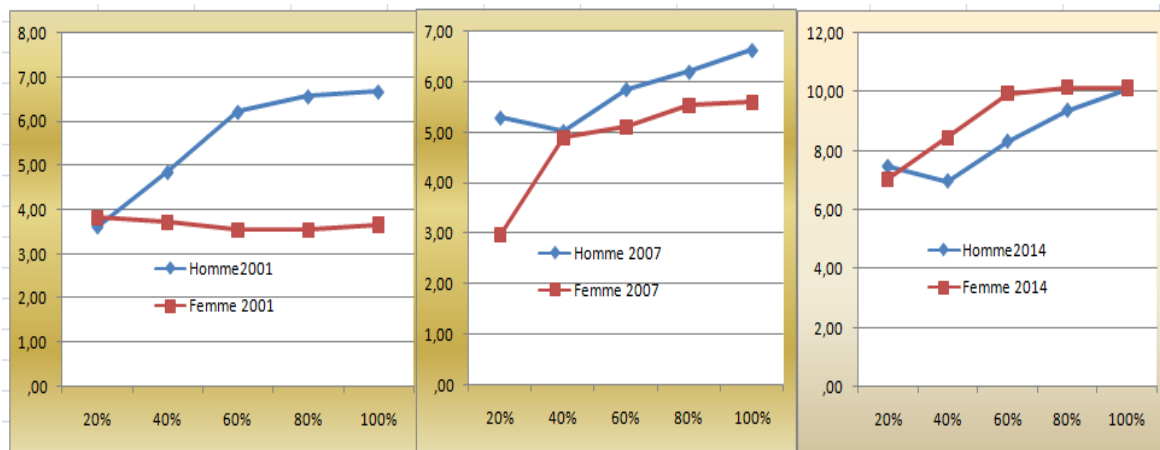
Tableau 5 : Evolution de la fonction d'opportunités sociales (accès au crédit) par quintile 2001-2014

Quintile	2001	2007	Variation	2007	2014	Variation
Quintile inférieur	3,7	4,9	35%	4,9	7,4	50%
Deuxième quintile	4,7	5,2	11%	5,2	7,3	41%
Troisième quintile	5,7	7,0	23%	7,0	8,7	23%
Quatrième quintile	6,0	7,1	19%	7,1	9,5	34%
Quintile supérieur	6,1	7,8	27%	7,8	10,1	30%
Moyenne	6,1	6,4	5%	6,4	6,4	0%
Indice d'opportunité	5,2	5,6	8%	5,6	8,6	52%
Indice d'équité d'opportunité	0,857	0,879	3%	0,879	0,854	-3%

Source : Auteur

En 2014, cette situation s'est améliorée pour toutes les couches de populations et se situe en moyenne à 10,07%. Toutefois, l'accès au crédit auprès d'une banque ou auprès d'un établissement de microfinance ne représente respectivement que 1,6% et 2,7%. Ce qui signifie que le reste de ces demandes de crédits ayant abouti a été satisfait par les tontines ou les tiers. Malgré l'amélioration globale, les taux d'accès les plus élevés sont ceux des quintiles supérieurs (12,19% pour le 5^e quintile contre 7,38% pour le 1^{er} quintile).

Graphique 4 : Courbes d'opportunités sociales (accès au crédit)



Source : Auteur

L'analyse à travers les courbes d'opportunités sociales de 2001 et 2014 (graphique 2) montre que les deux courbes sont croissantes, ce qui confirme l'accès inégal aux crédits en fonction des catégories sociales. La courbe de 2014 étant située au-dessus de celle de 2001, cela montre une amélioration de l'accès au crédit pour toutes les catégories de populations entre les deux périodes. Cette analyse graphique est confirmée par les indices d'équité d'opportunités. En 2014, cet indice se situe à 0,853 contre 0,857 en 2001. Se référant à la matrice d'inclusivité de la croissance, nous pouvons conclure qu'entre 2001 et 2014, en matière d'accès aux crédits pour affaires, plus d'opportunités ont été créées, mais la politique de redistribution n'a pas connu d'amélioration.

L'accès au crédit connaît les discriminations selon le sexe du demandeur. En effet, le taux moyen d'accès des femmes au crédit est de 3,7% contre 6,7% pour les hommes en 2001. En 2007, le taux connaît une embellie pour les femmes et passe à 5,7% tout en restant inférieur à celui des hommes (6,6%). L'analyse des courbes d'opportunités sociales en 2001 montre une courbe masculine croissante, indiquant l'inégal accès au crédit selon le niveau de revenu des hommes.

Conclusion

Dans cette étude, l'objectif était de vérifier le caractère inclusif ou non de la croissance dans quatre domaines jugés importants dans la lutte contre la pauvreté. A cet effet, la méthodologie développée par Ali et Son (2007), basée sur la fonction d'opportunités sociales, nous a semblé être la mieux adaptée pour aborder cette problématique. Les résultats montrent que pour la plupart des domaines étudiés (santé, éducation, accès au crédit d'investissement, emploi), le caractère inclusif de la croissance est mitigé.

Deux résultats clés émergent de cette étude : tout d'abord, le volume d'opportunités générées par l'économie dans les domaines analysés reste faible. Ensuite, les opportunités générées sont davantage captées par les non pauvres, ce qui rend la croissance peu inclusive.

En guise de perspective, nous préconisons l'accélération des mesures pour faciliter l'égalité des opportunités à toutes les couches de la société : pauvres, intermédiaires et non pauvres. Cela peut passer par la mise en œuvre effective d'une assurance maladie universelle pour tous, une meilleure protection sociale des populations vulnérables. Un étalement de la construction des infrastructures scolaires, sanitaires, économiques permettrait également de résorber le gap entre les différentes régions du pays, et surtout entre les milieux urbain et rural. Le programme relatif aux filets sociaux exécuté depuis 2013 et ayant bénéficié à près de 21 000 ménages dans les localités jugées d'extrême pauvreté, présente un caractère inclusif. Ce projet est financé entièrement par la Banque Mondiale sur la période allant jusqu'en 2023 et mérite d'être pérennisé au-delà.

Bibliographie

- Ahluwalia, M. S.; Chenery, H. 1974. The Economic Framework, in Redistribution with Chapter II, Oxford University Press pp. 38-51
- Ali, A. et Hwa Son, H. (2007). Measuring Inclusive Growth. *Asian Development Review*, 24(1), 11-31.
- Anand, R., Mishra, S. et Shanaka, P.J. (2013). Inclusive Growth: Measurement And Determinants, *IMF Working Paper* 13/135.
- Banque Africaine de Développement (2016a). *Rapport sur le développement en Afrique 2015, croissance, pauvreté et inégalités : lever les obstacles au développement durable*. AfDB, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Banque Mondiale, (2013), Mettre fin à l'Extrême Pauvreté et Promouvoir une Prospérité Partagée
- Banque Mondiale, (2014), *Réduire la Pauvreté et Investir dans le Capital Humain : Le Nouveau Rôle des Filets Sociaux en Afrique*. Etude de Cas dans 22 Pays.
- Berenger, V., (2013). La croissance a-t-elle été « pro-pauvres » en termes de niveau de vie et d'éducation en Egypte entre 2000 et 2008 ?", *Région et Développement*, 37, 120-148.
- Bourguignon, F. (1998). Équité et croissance économique : une nouvelle analyse ? *Revue Française d'Économie*, 13(3), 25-84.
- Dollar, D. et Kraay, A., (2002), "Growth is Good for Poor", *Journal of Economic Growth*, 7(3), 195-225.

- Dollar, D., Kleineberg, T., Kraay, A. (2013). *Growth Still is Good for the Poor*. The World Bank Research Group Macroeconomics and Growth Team, WP 6568.
- Fambon, S. (2005). Croissance Economique, Pauvreté et Inégalité des Revenus au Cameroun. *Revue d'Économie du Développement*, 19, 91-122
- Fambon, S., McKay, A., Timnou, J.P, Kouakep, O.S., Dzossa, A., Tchakoute, R., (2014). Growth, Poverty and Inequality: The Case study of Cameroon”, *World Institute for Development Economic Research*, Working Paper 2004/154. Banque Africaine de Développement, (2016a), *Rapport sur le développement en Afrique 2015, croissance, pauvreté et inégalités : lever les obstacles au développement durable*. AfDB, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- Huissein, K., Mukungu, A. et Awel, Y. (2018). Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique. Commission Economique pour l'Afrique.
- Institut National de la Statistique (2015). *Quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM4) : Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014*. Rapport Préliminaire.
- Kakwani, N et Pernia, E. (2000). What is Pro-Poor Growth? *Asian Development Review: Studies of Asian and Pacific Economic Issues*, 18(1).
- Kakwani, N. (1993). Performance in Living Standard: An International Comparison. *Journal of Development Economic*, 41, 307-336.
- Kaldor, N. (1956), Alternative Theories of Distribution, *Review of Economic Studies*, 23(2), 94-100.
- Klasen, S. (2010). Measuring and Monitoring Inclusive Growth: Multiple Definitions, Open Questions and some Constructive Proposals. *ADB Sustainable Development Working Paper Series N° 12*.
- Kuznets, S. (1955). Economic Growth and Income Inequality. *American Economic Review*, 45(1), 1-28.
- Lucas, R. (1988), On the Mechanics of Economic Development, *Journal of Monetary Economics*. 22(1), 3-42.
- McKinley, T., (2010). Inclusive Growth Criteria and Indicators: An Inclusive Growth index for Diagnosis of Country Progress” *ADB Sustainable Development Working Paper Series N° 14*.
- Nguekeng, B. ; Tchitchoua, J. (2020). La croissance économique est-elle inclusive en Afrique Sub-saharienne ?

Economic Researcher Review, 08(13), 09-31

OCDE, (2014). *Rapport sur le Cadre de l'OCDE pour une Croissance Inclusive*. Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, Paris, 6-7 mai 2014

Psacharopoulos, G. (1994). Returns to Investment in Education: A global update. *World Development*, 22(9), 1325-1343.

Ramos, R.A. et Ranieri, R. et Ramos, R.A. (2013). Inclusive Growth: Building up a Concept. *International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG)*, Working Paper N° 104.

Rauniyar, G. et Kanbur, R. (2010). *Inclusive Development: Two Papers on Conceptualization, Application and ADB Perspectives*. Mandaluyong City, Phillipines, Asian Development Bank.

Ravallion, M. (1996). Comparaisons de la Pauvreté, Concepts et Méthodes. *Document de Travail N° 122*, Banque Mondiale, Washington DC.

Ravallion, M. (2001). Growth, Inequality and Poverty: Looking Beyond Averages. *World*

Ravallion, M. (2004). Pro-Poor Growth: A Primer. *World Bank Policy Research Working Paper* 3242.

Ravallion, M. et Chen, S. (2003). Measuring Pro-Poor Growth. *Economics Letters*, 78(1), 93-99.

République du Cameroun (2003). *Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté*.

Yaoundé Août 2003

République du Cameroun (2009). *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi*.

Solow, R.M., (1956). A Contribution to The Theory of Economic Growth. *Quarterly Journal of Economic Review*. 70. 65-94.